

Le secteur informel au Maroc

-Introduction

Les activités du secteur informel dans les villes marocaine occupent une place importante: la création de l'emploi, l'acquisition des qualifications, la distribution des revenus et les modes de produire et de consommer, ces activités produisent des biens et services pour des populations établies à faible revenu, dans l'impossibilité d'accéder aux services aux formes de redistribution étatique. Au Maroc, les estimations au secteur informel voient selon les définitions, le champ retenu par des enquêtes et les hypothèses à la base de telles estimations, selon la dernière enquête il occupe 39 % de l'emploi non agricole, l'existence du secteur informel, son ampleur et sa complexité, sont à resituer dans la longue durée de la société en tant que dynamique induite à la fois par le mode de développement que par les dynamiques endogènes. Ce secteur jouit d'une "tolérance" de la part des pouvoirs publics. Toutefois, cette compréhension cache très souvent un sentiment d'impuissance de l'Etat face à la prolifération du phénomène.

- Quelques définitions de secteur informel

On peut considérer le secteur informel comme « toute les formes d'activités de production des biens et services ayant une prestation à petites échelles et échappant totalement ou partiellement aux obligations institutionnelles et d'assurances. Et on peut dire aussi une activité informelle lorsque celle-ci échappe au contrôle de l'Etat c'est-à-dire qu'elle n'est pas déclarée au fisc et qu'elle ne dispose pas d'une comptabilité. Le poids du secteur informel, au Maroc, se caractérise par sa faculté d'être un grand employeur. Il dispose de l'aptitude de s'adapter aux changements de l'environnement des affaires et se présente comme une alternative en période de crises économiques, notamment sa capacité de créer des emplois, malgré leur précarité

-Les causes de son développement

Elles sont très diverses :

- Comprimer les dépenses d'investissement en vue de réduire le déficit budgétaire.
- La pression fiscale jugée trop forte pour des activités jeunes et dégagant une rentabilité moyenne.
- Les charges sociales qui grèvent les coûts des entreprises et qui les découragent à travailler dans la légalité.
- Les crises économiques qui sont poursuivies, surtout les sécheresses qui favorisent l'exode rural.
- La mauvaise gestion de la contrebande (lui-même considéré comme informel) qui exerce une concurrence déloyale.
- La prolifération de la corruption et la lourdeur des règles administratives en matière des créations des entreprises.
- La mauvaise répartition des revenus pousse les consommateurs à opter pour les articles à bas prix au lieu de se tourner vers des produits de bonne qualité.

Ces causes de développement de ce secteur entraînent des avantages et des inconvénients sur l'économie marocaine et même des conséquences négatives.

-Les avantages du secteur informel sont :

- Création d'emploi
- Acquisition des emplois
- Distribution des revenus et les modes de produire et de consommer.
- Rôle important dans le fonctionnement économique et aussi dans la régulation sociale du pays.
- Un échappatoire d'importance aux effets de l'exode rural en absorbant une bonne partie de la main d'œuvre à la recherche d'emploi
- Une réserve de qualification par le secteur moderne.

-Les inconvénients:

- Qualification acquises hors du système officiel de formation.
- Le nom respect de la loi:la loi qui concernent le paiement des impôts, la loi des cotisations sociales de réglementation des conditions de travail, de la sécurité.

Après la citation de quelques avantages et des inconvénients de secteur informel au Maroc maintenant on passe aux conséquences.

-Les conséquences :

- Manque à gagner pour le budget de l'Etat en matière de recette fiscales.
- Impossibilité de réussir une politique de mise à niveau pour les entreprises organisées; faute de moyen et de la concurrence déloyale.
- Développement d'un emploi précaire.
- Accentuation du sous développement

-Conclusion:

On distique que,devant l'importance du secteur informel(création d'emploi,répartition de revenu...),il est devenu nécessaire aux pays en voie de développement d'introduire la problématique de ce secteur dans leurs politiques nationales de développement,et proposer des solutions qui peuvent limiter le développement du secteur informel comme:

- Adoption d'une politique de communication et de sensibilisation des méfaits de l'informel sur l'économie
- L'Etat doit prendre en charge les frais de facturation de la comptabilité.
- Réformer le système fiscale en éliminant le forfaitaire et en élargissant l'assiette par la diminution de la pression fiscale.
- Mieux sensibiliser les consommateurs sur la qualité.
- Lutter contre les inégalités des revenus pour mieux relancer la consommation de la qualité.

QUELQUES STATISTIQUE CONCERNANT LE SECTEUR INFORMEL AU MAROC

Au Maroc, cette forme de survie joue un rôle dynamique dans le développement économique de la population locale faisant vivre des milliers d'habitants. Les chiffres sont en effet parlants et donnent à réfléchir : près de **65 % de l'emploi** et **40 % du PIB**. Ces chiffres sont certes un peu revus à la baisse puisqu'ils étaient en 1995, de **45,1 %** en ce qui concerne la contribution du secteur informel au PIB, **70 % pour la main-d'œuvre**. Il faut noter que ces chiffres sont aujourd'hui en légère régression. Globalement, ce sont plusieurs **milliards de dirhams** qui transitent chaque année par ce circuit illégal et échappent au fiscal. A noter qu'une partie non négligeable de cette importante somme est bien réinjectée dans le circuit économique. Mais personne ne peut la quantifier bien qu'elle soit souvent source de création d'emplois avec tous les effets d'entraînement sur l'économie. Cette réinjection prend parfois la forme d'immeubles construits avec des ouvriers de chantier payés en coulisse dans tel ou tel endroit du pays.

Si quatre branches d'activités, à savoir l'habillement, la menuiserie, les services de réparations et le bâtiment sont principalement visées, d'autres sont aussi à intégrer, notamment une bonne partie du commerce établie grâce à la contrebande et le travail au noir.

En tout cas, tout indique que le secteur informel sera encore et toujours présent et qu'il faudrait en tenir compte plutôt que d'agir comme si c'était un phénomène transitoire. Il contribue peu au budget de l'Etat car il échappe aux charges fiscales, bien que dans un grand

nombre de cas, les opérateurs du secteur soient obligés de contribuer au budget communal. Ceci a bien été révélé par une enquête sur l'informel, réalisée en 1997. Cette étude indique que **84 % des unités recensées figurent sur les registres de la patente, 59 % sont déclarées au registre de commerce.** La majorité des responsables des unités informelles s'acquittent **des impôts professionnels (69 %) et impôts locaux (87%).**

A regarder de près ces chiffres, on peut dire que l'informel au Maroc n'est pas si souterrain qu'on veut bien le croire.

Aujourd'hui, la réflexion des spécialistes s'oriente vers la nécessité d'adapter le cadre réglementaire et fiscal et le fonctionnement des institutions pour intégrer cette partie souterraine dans l'économie "officielle".

Dans le nouveau système de comptabilité nationale, le ministère, à travers la Direction des statistiques, a choisi d'observer directement : la contribution du secteur informel, la structure de sa production, son fonctionnement, son organisation, sa contribution à l'investissement, son domaine de prédilection en matière d'investissement, les phénomènes socio-économiques qui découlent de son existence...